

Sauf-conduit aux prostitueurs

Sandrine Ricci

Number 781, November–December 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79706ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ricci, S. (2015). Sauf-conduit aux prostitueurs. *Relations*, (781), 6–7.



courants proches de Tsipras à l'intérieur de Syriza – convoquait l'ensemble des formations politiques à une réunion, à l'exception des communistes et des néonazis d'Aube dorée. La déclaration signée par les dirigeants politiques présents à cette réunion affirmait que les résultats du référendum ne donnaient pas un mandat de rupture au gouvernement, mais un mandat pour une « meilleure » négociation. En suite logique, le 13 juillet, le gouvernement grec signait un accord sur un nouveau train de mesures d'austérité excessivement sévères, comme un relèvement des taxes à la consommation, le report à 67 ans de l'âge légal pour la retraite et un calendrier ferme de privatisations de différentes propriétés de l'État, dont le port du Pirée et les aéroports régionaux.

L'aile d'extrême-gauche de Syriza quitte alors la coalition, mettant le premier ministre en minorité. Ce dernier démissionna le 20 août, appelant à des élections législatives pour le 20 septembre. Les résultats de ce scrutin ont reporté au pouvoir Alexis Tsipras (avec 35 % des voix) et évincé l'extrême-gauche de Syriza, regroupée sous la bannière de l'Unité populaire. À première vue, c'est une victoire éclatante pour Tsipras, mais qui doit être nuancée en raison du fort taux d'abstention (43 %) et considérant le fait que le parti néonazi, Aube dorée, reste la troisième formation politique présente au par-

lement avec 18 députés élus. Avec résignation, les électeurs grecs semblent avoir choisi le « moins pire »... mais pour combien de temps? La tentation fasciste est toujours présente dans une

situation économique désastreuse et exacerbée par la déroute d'une alternative de gauche qui semblait pourtant crédible. ●

Sauf-conduit aux prostituées

En se positionnant pour la dépénalisation totale de la prostitution, Amnesty internationale fait fausse route.

SANDRINE RICCI

On peut se surprendre qu'Amnistie internationale (AI) milite en faveur de la dépénalisation totale de la prostitution et que les neuf membres de son Conseil international déclarent ne pas être « opposés en soi à une légalisation » du commerce du sexe, pour reprendre le titre d'un documentaire récent d'Ève Lamont. Invoquant – à raison – la nécessité d'assurer aux personnes prostituées sécurité et égalité pour justifier sa récente prise de position, cette vénérable organisation dédiée à la défense des droits humains ne donne-t-elle pas du même coup le feu vert à la farineuse industrie du sexe? Misant sur

les droits individuels, d'aucuns estiment que cette posture est empreinte de néolibéralisme et abandonne à leur sort des millions de femmes pauvres, racisées ou sous le joug (néo)colonial, qui forment la majorité des êtres humains exploités sexuellement.

Produite à l'intention des différents chapitres d'AI par son Conseil international, l'influence de la *Ligne de conduite relative à l'obligation des États de respecter et protéger les droits humains des travailleuses et travailleurs du sexe et de les laisser exercer ces droits* dépassera évidemment sa dimension « interne ». On peut en effet présager qu'elle inspirera bien d'autres organismes locaux et internationaux, partout dans le monde. C'est pourquoi il

L'auteure est docteurante en sociologie et chargée de cours à l'UQAM

Imposer l'austérité à l'école publique, c'est **hypothéquer** notre avenir collectif.



— ALLIANCE
DES PROFESSEURES
ET PROFESSEURS
DE MONTRÉAL —





importe d'envoyer un message clair aux bureaux nationaux d'AI et de continuer à dénoncer l'industrie du sexe, tout en luttant pour la sécurité et l'égalité des personnes prostituées ainsi que pour la paix de l'ensemble des femmes, comme le préconise le modèle suédois.

Dans le cadre de sa Déclaration gouvernementale contre la violence faite aux femmes, appelée *Kvinnofrid* (qui peut aussi se traduire par «La paix des femmes»), la Suède a choisi d'être le premier pays au monde à criminaliser à la fois l'achat (et non l'offre) de sexe tarifé, le proxénétisme et la gestion des lieux de prostitution. Depuis l'adoption de cette loi, en 1999, on constate une diminution des cas de traite et une décroissance de l'industrie du sexe dans ce pays¹. De plus, la crainte que la criminalisation engendre de la prostitution clandestine dans des lieux clos ou qu'elle empire les conditions des femmes prostituées ne s'est pas avérée. Mais surtout, criminaliser l'achat de «services sexuels» a un effet normatif sur la société. On envoie un message clair que la prostitution constitue une forme de violence fondée sur l'appropriation et l'exploitation, bref, que le corps et la sexualité des femmes ne sont ni à vendre, ni à prendre.

Le parlement canadien a adopté, en octobre 2014, un projet de loi s'inspirant du modèle suédois, visant à dépénaliser les personnes prostituées et à criminaliser les clients prostitueurs, mais les effets concrets de cette approche restent à voir. Il est permis de douter des visées de cette approche en matière de sécurité des personnes prostituées et d'avancées pour la justice sociale, sachant que le gouvernement canadien coupe depuis plusieurs années dans le filet social, ce qui s'avère le meilleur moyen d'acculer les femmes à céder – et non à consentir – à la prostitution. En principe, ce modèle s'accompagne de mesures sociales mises en place pour encourager la sortie de la prostitution. Or, même en Suède, des groupes féministes dénon-

cent le manque de fonds attribués par l'État aux groupes communautaires pour répondre aux besoins des personnes prostituées.

Pour plusieurs féministes, l'un des écueils importants d'une approche abolitionniste de la prostitution est qu'elle se révèle difficile à concilier avec une critique de l'État, de la police et du système carcéral. Privilégier une approche de type «loi et ordre», assortie de peines de prison pour les clients de la prostitution, pose effectivement une série de problèmes qu'Amnistie pense régler avec la dépénalisation. S'en remettre à un système judiciaire au service des dominants peut effectivement paraître aberrant à plusieurs égards; et que dire de la violence policière à l'encontre des personnes prostituées? Ou du profilage racial qui cible les profiteurs racisés de l'industrie du sexe en épargnant ou en protégeant ses

bénéficiaires Blancs? En même temps, comment s'assurer que l'ensemble des prostitueurs – clients ou proxénètes – cessent de considérer le corps et la sexualité des femmes comme une marchandise? À cet égard, des groupes comme le collectif féministe Les Sorcières² et quelques organisations anarchistes réfléchissent au-delà des divisions idéologiques sur la prostitution dans l'objectif de proposer une approche féministe abolitionniste critique de l'État. Avec ce défi comme horizon, les progressistes doivent refuser le sauf-conduit offert par le Conseil international d'AI aux prostitueurs de ce monde. ●

1. Pour en savoir plus, voir S. Ricci, L. Kurtzman et M.-A. Roy, «La traite des femmes pour l'exploitation sexuelle: entre déni et invisibilité», *Les Cahiers de l'IREF*, n° 4, 2012.
2. Voir <lessorcières.org>.

Un Brésil entre crises et révoltes

Plusieurs crises sous-tendent le mouvement de protestation sociale actuel dans le pays.

DAN FURUKAWA MARQUES

En juin 2013, le Brésil a fait face à des révoltes populaires parmi les plus importantes de son histoire. Celles-ci se poursuivent jusqu'à aujourd'hui, bien qu'en moins grand nombre, rassemblant des millions de personnes qui descendent dans les rues pour exprimer leur mécontentement social. La présidente Dilma Roussef est sur la sellette en raison du scandale de corruption entourant la multinationale brésilienne du pétrole Petrobras. Si des élus de plusieurs partis sont impliqués, les médias concentrent leur charge sur les membres du

parti au pouvoir, le Parti des travailleurs (PT). Mais en réalité, toute cette effervescence sociopolitique tire son origine et sa justification de raisons structurelles plus profondes. Si bien des nuances sont nécessaires, certains constats sont évidents: ce sont quatre crises inter-reliées qui débouchent actuellement sur une dépolitisation de la société brésilienne, d'une part, et sur une radicalisation des enjeux et des valeurs, de l'autre.

La première crise est économique. Depuis un an, l'économie brésilienne, présentement en récession, est plus que morose: baisse prévue de 3% du PIB en 2015, ce qui serait sa pire per-

L'auteur, chargé de cours à l'Université Bishop's, termine un doctorat en science politique à l'Université d'Ottawa sur le Mouvement des sans-terre au Brésil